



LA HAZ(ETTE) DE LANDI'



Février 2019

///

Contre le projet de centrale à Gaz de Landivisiau (29)... On prend racine !

PUBLICATION : LANDIVISIAU DOIT DIRE NON À LA CENTRALE

PRIX LIBRE, YOUP !

L'ÉDITO QUI DÉGAZE !

**Face à l'urgence climatique,
Non à la centrale de TOTAL/Direct Energie !**

Personne ne pourra dire face à la catastrophe climatique qui s'avance : je ne savais pas. Construire aujourd'hui une centrale à gaz pour produire de l'électricité, c'est déverser chaque année 1,49 million de tonnes de gaz carbonique dans l'atmosphère, puissant gaz à effet de « serre ». Nous le répétons : cette usine est inutile. **En effet, qui peut croire encore les mensonges des gouvernants et des élus porteurs de cette ineptie ? Où est la gigantesque panne électrique mettant notre région dans le noir ? Propagande et balivernes.** La Bretagne dispose de tous les moyens pour satisfaire les besoins des consommateurs d'électricité, particuliers et industriels.

Alors pourquoi cette obstination aujourd'hui à vouloir passer en force et tenter d'imposer des travaux en intimidant les opposants ? C'est évidemment pour les 50 millions d'euros par an d'argent public, que la centrale fonctionne ou pas, payés aux actionnaires de TOTAL-Direct Energie. Tout ceci est voué à l'échec : on nous disait que la production d'électricité de l'usine débuterait en octobre 2016, eh bien c'est raté ! L'action déterminée des citoyennes et des citoyens l'a empêché.

Face à nous, nous avons trouvé aux côtés de Direct Energie, Le Drian et le Conseil Régional, le Conseil Départemental, la plupart des maires de la Communauté de Communes du pays de Landivisiau, alliés à l'Etat. On a voulu nous intimider et nous provoquer : nous restons sereins et déterminés. Nos arguments font mouche et la population ne croit plus nos gouvernants locaux et nationaux.

Depuis 3 semaines, des tractopelles saccagent ce qui fut une terre agricole : nous sommes présents sans discontinuer sur le terrain en empêchant leur progression. **La mobilisation se renforce, elle va s'amplifier, chacun et chacune d'entre vous y a sa place.** Nous continuerons la lutte au travers de différentes actions et manifestations.

Notre conviction est faite : nous gagnerons avec vous toutes et tous...

Cette centrale ne se fera pas !

UN AVENIR VERT EST-IL ENCORE POSSIBLE ?

Le constat de Greta Thunberg est simple : **pourquoi étudier si notre avenir n'est pas assuré ?** Face à l'inaction des gouvernements devant l'urgence climatique, cette étudiante suédoise de 15 ans a décidé d'agir. Seule, elle a commencé par faire grève de l'école devant son parlement tous les jours. Rapidement médiatisée, elle a aujourd'hui acquis une notoriété internationale, notamment grâce à un discours pendant la COP24. Elle appelle les étudiants du monde entier à faire grève tous les vendredis, des rassemblements ont déjà eu lieu en Australie, Suisse, Belgique, Allemagne ...

La France est loin d'agir pour contrer le changement climatique. Nos émissions de CO2 ne cessent d'augmenter. L'accord de Paris, qui prône une diminution de 27 % des émissions pour 2028, est loin d'être respecté. Cela ne semble pas inquiéter notre gouvernement, malgré les marches pour le climat qui ont lieu depuis l'automne dernier ou encore « l'affaire du siècle ». **La jeunesse française commence donc, elle aussi, à se mobiliser.** La première phase a eu lieu le vendredi 15 février dernier à Paris. Une grève générale et mondiale est prévue pour le vendredi 15 mars, de nombreux étudiants et lycéens ont décidé de se mobiliser partout en France. Ces types d'événements seront renouvelés tant que les politiques ne mettront pas en place de véritables actions.

En tant qu'étudiants en gestion et protection de la nature, nous sommes particulièrement sensibles à cette problématique. Nos convictions nous poussent naturellement à nous impliquer dans cette lutte, et nous encourageons tous les lycéens et les étudiants de Morlaix à venir nous rejoindre le 15 mars.



Pour plus d'Informations, contactez-nous : 07.83.88.54.26 // 06.10.98.97.38 // 06.40.13.46.29

D'OÙ ELLE SORT CETTE "CENTRALE À GAZ" ?

C'est un projet qui figure dans le **Pacte Electrique Breton (PEB) signé le 14/12/2010** entre la Région Bretagne et l'Etat français. Le document ne sera présenté pour examen à l'Assemblée Régionale que le 6/01/11 pour ratification !

Le Pacte Electrique Breton :

- Maîtrise de la demande en électricité.
- Déploiement massif de toutes les énergies renouvelables.
- Sécurisation de l'approvisionnement : renforcement du réseau, et implantation d'une unité de production électrique à l'ouest de la Bretagne...

Lancement de l'appel d'offres d'état : À la clé, une subvention de 50 millions d'€/an en moyenne, pendant 20 ans, renouvelable une fois. Cette prime publique assure au porteur de projet la

rentabilité du moyen de production d'électricité qu'il met sur le marché quelle que soit la demande. Trois projets en lice : Brieç, Brennilis, Landivisiau.

Le 29/02/2012, la presse dévoile au public le choix de Landivisiau. C'est donc Direct Energie (acheté depuis par TOTAL) qui portera le projet de la centrale à Cycle Combiné Gaz sur un terrain de 17ha dans la zone artisanale du Vern aux abords de la ville. Mise en route prévue pour 2016.

Quelques chiffres

Puissance : 450 MW

Gaz consommé : 90 000 m3/h

Rendement : 54 %

Coût global du projet : 500 M€

Capacité de fonctionnement :

jusqu'à 8000/h par an.

Quantité annuelle estimée de rejet CO2 :

1,49 million de tonnes.

En savoir plus :

www.nonalacentrale-landivisiau.fr/le-projet-de-centrale-a-cycle-combine-gaz-cccc/

POURQUOI DIRE NON ?

La centrale : c'est 50 millions d'euros/an pendant 20 ans que l'Etat donnerait à un opérateur privé Direct-Energie (groupe TOTAL), soit un milliard d'euros sorti de la poche des contribuables. La prime serait financée par la Contribution au Service Public de l'Électricité, c'est-à-dire prélevée sur les factures d'électricité des particuliers. Les centrales à gaz ne sont pas rentables, et partout en France et en Europe des usines ferment ou sont mises en sommeil. La prime représente 60% du chiffre d'affaires de la centrale, elle n'a pas besoin de fonctionner pour être rentable !

C'est plus d'un million de tonnes de CO2 par an, des gaz à effet de serre, des particules fines et ultra fines dans l'air, avec les conséquences dramatiques connues pour l'environnement et la santé des populations.

C'est un projet situé aux portes de la ville de Landivisiau (en face des cars de l'Elorn) !

C'est un projet inutile, du fait de la stagnation de la consommation d'électricité et du renforcement du réseau. Les turbines à combustion de Brennilis et Dirinon remplissent pleinement leur rôle et peuvent être utilisées dans les périodes de tension.

C'est un mensonge des politiques locaux : les entreprises qui ont pour l'instant travaillé au projet viennent d'ailleurs. Comment croire à un grand nombre d'emplois quand on regarde le nombre de places de parking prévues sur le site...?

C'EST QUOI L'ACTION DIRECTE OU LA DÉSObÉISSANCE CIVILE NON VIOLENTE ?

Aujourd'hui, il nous faut absolument traduire la gravité et l'urgence de la situation pour que le grand public comprenne ce qui est réellement en train de se passer. Nous avons besoin de mener des actions très fortes, qui frappent l'imaginaire, qui bousculent les mentalités. Et en même temps, nous avons besoin d'actions qui inspirent, qui donnent de l'espoir, et qui mettent en mouvement le plus grand nombre.

De Gandhi aux Indignés Espagnols du 15-M, de Martin Luther King au Printemps Arabe et au mouvement Occupy, des millions de personnes ont déjà montré l'exemple de luttes qui ont su faire basculer les rapports de force et changer les rapports de conscience, en refusant de répondre à la violence par la violence, mais en menant des actions non-violentes déterminées et à visage découvert, dans le respect des personnes et dans l'opposition la plus ferme à l'injustice.

Qu'il s'agisse d'actions symboliques, artistiques ou humoristiques, ou d'actions directes d'interposition, d'occupation ou de blocage, d'actions constructives ou d'actions de non-coopération et de boycott, l'action directe non-violente peut être l'instrument du changement capable de réunir la population dans toute sa diversité.



Pour plus d'informations :

ANV-COP21 : anv-cop21.org

Extinction Rebellion Bretagne : www.facebook.com/xrbretagne/

www.nonalacentrale-landivisiau.fr // nonalacentrale.landivisiau@gmail.com // Facebook / Instagram : LDDNLC // Twitter : LDDNALC

SUR LE TERRAIN

Nous sommes infirmier.e, retraité.e, enseignant.e, éducateur.trice, commerçant.e, agriculteur.trice bio, artisans, sans emploi, boulanger.e, demandeur.se d'emploi, electricien.ne, vétérinaire, fonctionnaire...

Nous habitons Landivisiau, Ploudiry, Commana, St Servais, Morlaix, Brest, Logonna-Daoulas, Sibiril, Sizun, Landerneau, St Cadou, St Rivoal, Rennes, Vannes, Lesneven...

Depuis le 24 janvier, une ou plusieurs fois par semaine ou chaque jour, pendant quelques heures, nous venons sur le site de l'hypothétique centrale à gaz. Nous discutons, nous plaisantons, nous partageons notre indignation devant ce projet incompatible avec un présent et un futur vivables et souhaitables.

Jusqu'au 12 février, nous avons arpenté en long, en large et en travers ces champs, dans la boue et le froid, sous la pluie et sous le soleil. Nous avons joué, dansé, mimé des slaloms en ski, fait de l'impro théâtrale, du cerf-volant...

Depuis le 12 février, date à laquelle le site a été clôturé, nous ne pouvons plus parcourir ces espaces. Nous assistons le cœur serré au saccage de cette belle terre vivante, peuplée de vers de terre. Une terre agricole qui pourrait être nourricière si la folie des hommes n'avait pas décidé de la bétonner.

Chaque jour, nous rencontrons de nouvelles personnes. Chaque jour, nous nous sentons moins seuls face au défi qui nous attend : comment faire entendre raison à nos dirigeants ? Mais d'autres nous ont montré le chemin : à Plogoff d'abord, à NDDL... Ce combat que nous menons face à l'Etat et à Direct Énergie/Total est légitime et indispensable.



LE POINT JURIDIQUE

Lundi 25 février dernier, le Conseil d'État a rendu sa décision sur le recours de l'association Force 5 contre l'arrêté de Delphine Batho du 10 janvier 2013, qui autorise la société Direct Énergie Génération à exploiter une centrale à gaz à Landivisiau (29). **Le Conseil d'État a reconnu l'intérêt à agir de l'association environnementale !**

Le dossier sera donc de nouveau jugé, sur le fond cette fois, par la cour administrative d'appel de Nantes. Cette décision est une très bonne nouvelle pour Force 5 et les opposants à ce grand projet inutile et dangereux, et un tournant dans la lutte ! **Cette décision prouve que nous avons raison de nous battre contre ce projet, sur tous les**

terrains : par les recours juridiques, par nos actions de sensibilisation et par notre présence quotidienne sur le terrain pour s'opposer au démarrage des travaux.

L'association Force 5 a encore 2 autres recours en cours :

- **contre l'arrêté préfectoral du 15/04/2015** autorisant l'ICPE (Installations Classées Protection Environnement) => Cour Administrative d'Appel de Nantes

- **contre l'arrêté interpréfectoral de 2015** autorisant la construction du grand Gazoduc "Bretagne Sud" de 111 km entre Plumergat (Morbihan) et Pleyben (Finistère) => Conseil d'Etat

VOUS AVEZ LE POUVOIR D' AGIR !

Occupation du terrain : du lundi au vendredi (voir horaire sur site web), Zad du Vern, LANDIVISIAU.

3 Mars 12h-14h : Pique-nique résistant, rond-point du Drennec, LANDIVISIAU.

3 Mars à 15h : "Mon meilleur copain". Théâtre, Compagnie les Bons jours ensemble, COMMANA.

12 Mars à 19h30 : "C'est quoi ce projet ?". Réunion d'information, au Beaj Kafé à BREST.

14 Mars à 20h30 : "C'est quoi ce projet ?". Réunion d'information, espace des Capucins, LANDIVISIAU.

15 mars : GRÈVE SCOLAIRE INTERNATIONALE !

16 mars à 15h : MARCHÉ POUR LE CLIMAT. Place du champ de foire, LANDIVISIAU.

24 mars à 12h : Kig ha farz. Espace des Capucins, LANDIVISIAU.

Signez la pétition sur : change.org/StopCentraleLandivisiau